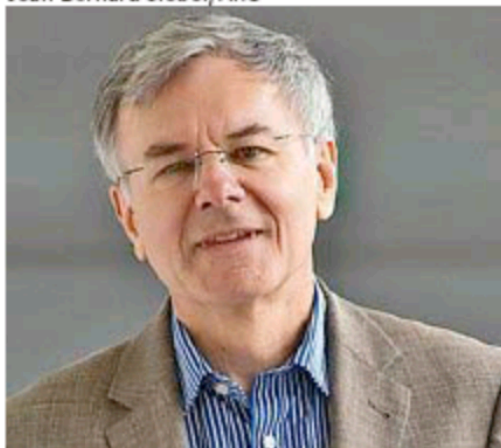

La gouvernance «L'AMA a besoin de nouvelles sources de financements»

Créée en 1999, l'Agence mondiale antidopage traverse une crise de croissance, révélée au grand jour à travers le scandale de dopage institutionnalisé en Russie. «Le paysage du dopage en 2017 n'a rien à voir avec celui de 1999, concède Jean-Loup Chappelet, professeur à l'IDHEAP. L'AMA a besoin d'un management innovant.» Des innovations capables de redonner à l'AMA un pouvoir qui a glissé vers les agences nationales, seules habilitées à effectuer des contrôles sur leur territoire et pas toujours indépendantes de leur gouvernement. «C'est comme si vous confiez la surveillance des prisons au gouvernement qui les gère. Il est plus crédible qu'un délégué du CICR, organisme un peu plus neutre, basé sur les Conventions de Genève, visite et rédige

Jean-Bernard Sieber/ARC



Jean-Loup Chappelet - IDHEAP.

un rapport sur Guantánamo ou les prisons nord-coréennes.»

Mais alors comment redonner des prérogatives à l'échelle supranationale? «Le budget de l'AMA est aujourd'hui de 27 millions de dollars, c'est trop peu (il est financé à parts égales par les gouvernements et le mouvement

sportif). Seulement, les gouvernements ont actuellement d'autres priorités que la lutte antidopage. Treize millions, ce n'est pas énorme mais, dans certains pays, d'autres enjeux sont bien plus urgents. Or comme les organisations sportives ne veulent pas mettre plus que le secteur public, il faut sans doute imaginer de nouvelles sources de financement.» Et le professeur Chappelet d'indiquer trois pistes à explorer. «Il faut se tourner vers les acteurs qui ont un intérêt à lutter contre la prolifération du dopage. D'abord les athlètes qui ne paient rien aujourd'hui et pourraient très bien s'acquitter d'une taxe via leur fédération ou leurs sponsors. Ensuite les diffuseurs qui veulent montrer un spectacle crédible. Enfin les sponsors qui pourraient payer une contribu-

tion liée aux contrats signés, un peu à la manière de la taxe CO₂ sur les billets d'avion. Ce serait largement suffisant.»

Si l'argent est le nerf de toutes les réformes, une vraie maîtrise du réel constitue la seule garantie de leur efficacité. «Et vous savez ce que l'on dit, sourit le professeur Chappelet. Il ne faut pas confier la guerre aux généraux. Le management public impose forcément une approche multidisciplinaire. Comment faire pour que le résultat d'un test soit accepté? Comment empoigner la question des AUT (autorisation à usage thérapeutique)? Ces réponses sont médicales, chimiques, juridiques, criminologiques. On a besoin de tout le monde pour repenser la gouvernance de la lutte antidopage.»